

### **34** *Qu'en pensent les experts ?*

Les experts sont divisés sur trois points :

- l'efficacité de la réduction du temps de travail comme moyen de lutte contre le chômage ;
- les modalités d'application ;
- la place du travail dans la vie des individus.

La première opposition porte sur la nécessité de réduire de manière volontariste le temps de travail. La

durée du travail apparaît mécaniquement comme un facteur de création d'emplois (question 2, page 13). Néanmoins, certains font observer que ce n'est pas parce que la durée du travail a baissé que l'emploi s'est développé et la richesse a augmenté, mais parce que nos sociétés ont aujourd'hui un niveau de vie incomparablement plus élevé que l'on y travaille beaucoup moins. Le partage entre travail et loisir devient de plus en plus favorable au loisir à mesure que les niveaux de vie s'élèvent.

En outre, ils craignent que l'utilisation de la réduction du temps de travail comme moyen de lutte contre le chômage n'accrédite l'idée auprès des salariés que l'emploi est devenu définitivement rare et qu'il est nécessaire d'en rationner sa durée. En conséquence, les salariés, par précaution, seront tentés d'épargner afin d'anticiper un éventuel chômage. Cela aura pour effet de freiner la consommation, la croissance et finalement d'accentuer le chômage.

La réduction actuelle du temps de travail traduirait également le renoncement à des politiques de croissance de l'économie. Or, soutiennent ces mêmes observateurs, des marges existent pour relancer la croissance économique (excédent du commerce extérieur, faible inflation, profits des entreprises pour investir). Ils concluent que le rôle des économistes est de trouver des solutions à la rareté et non d'abonder dans le sens d'une espèce de fatalité ou de loi de la nature nous condamnant.

La deuxième fracture entre experts porte sur les modalités d'application de la réduction du temps de travail : baisse brutale ou progressive ? dispositif contraignant ou incitatif ? (question 5, page 19) ; *compensation salariale* intégrale ou partielle ? (question 19, page 62) ; quel montant des aides de l'État ? (questions 11 et 12, pages 37 et 41) ; baisse annuelle, hebdomadaire ou bien encore journalière ? etc. Les estimations sur le nombre d'emplois créés font également l'objet d'appréciations diverses (question 17, page 55). Cela n'est guère étonnant puisque les *modèles économiques* utilisés reflètent les différentes conceptions théoriques des économistes.

La troisième source de division porte sur la place du travail dans la société et sur l'occupation du temps de loisir. S'il est nécessaire de relativiser la place du travail pour lutter contre l'exclusion, développer d'autres activités aussi socialement utiles (question 2, page 13), certains soutiennent que le travail est ce qui définit l'homme et qu'il doit donc conserver sa place centrale sans être partagé (question 25, page 76). D'autres craignent que les autres activités socialement utiles (le « tiers secteur ») ne soient réservées aux laissés-pour-compte de notre société.

Concernant les loisirs, certains encore ont peur que le temps dégagé ne soit consacré à des loisirs marchands, peu susceptibles de développer le civisme et accroissant les inégalités ; les nouveaux outils (TV, radio, CD-rom, Internet) opérant encore plus sélectivement la séparation entre les pauvres et les autres. Ce à quoi

d'autres répondent que chacun est en droit de se réapproprier son temps comme il le désire et qu'encadrer les loisirs d'autrui est une attaque contre sa liberté.

Le manque de consensus des experts autour de la question de la réduction du temps de travail renvoie à celui du diagnostic de la crise auquel notre société est confrontée : crise de la régulation de l'emploi, émergence d'une nouvelle croissance, crise du travail et du salariat.